

Il a encore raison, M. le Premier Ministre!

L'année dernière, en participant à la célébration du Cinquantenaire de l'Ecole Normale Supérieure devenue FASTEf, Monsieur le Premier Ministre Abdoul Mbaye rappelait aux enseignants, à juste raison, leurs obligations éthiques en un moment où l'Ecole Sénégalaise était (est encore !) sous l'étreinte d'extrémisme aussi dévastateur que tragique! Un an plus tard, profitant des « Doctoriales » de Sciences Juridiques, Politiques, Economiques et de Gestion de l'Université Cheikh Anta Diop (Mardi 12 Mars 2013), il ouvre avec délicatesse et subtilité un autre débat souvent différé avec embarras par une incurie pédagogique persistante!

En effet, en mettant en exergue le lien qui doit exister entre la recherche universitaire et la société pour répondre aux besoins de celle-ci, Monsieur Abdoul Mbaye a raison parce qu'il ne se fait que l'écho de la philosophie de la Loi d'Orientation qui doit inspirer tout acte pédagogique au Sénégal, de la crèche enfantine la plus innocente à la chaire universitaire la plus savante. Voici un extrait de cette Loi:

«L'Éducation nationale contribue à faire acquérir la capacité de transformer le milieu et la société ... en assurant une formation qui lie l'école à la vie, la théorie à la pratique, l'enseignement à la production ... tout en ... préparant à une insertion harmonieuse dans la vie professionnelle.»

Dès lors, la problématique ainsi posée est une interpellation d'essence éminemment didactique parce que portant sur la pertinence des contenus et leur transposition en enseignement-apprentissage professionnalisant. Le débat sur la professionnalisation n'est pas nouveau; il avait été déjà posé par le séminaire organisé à Saly par l'Université CAD les 2,3 et 4 juin 2006 sur ses offres de formation en Masters professionnels. Dans une contribution publiée par Walfajri le 4 juillet 2006, nous nous prononçons sur la question en ces termes : « La professionnalisation est un concept utilitariste favorable à l'émergence d'une culture de compétences au service de l'utile, de ce qui est nécessaire à la prise en charge des besoins de la société. Dans cette perspective, l'université a le devoir de s'ouvrir à la société en mettant à sa disposition les outils dont elle a besoin pour assurer sa survie. » En d'autres termes, l'Ecole doit non seulement offrir à la société les compétences dont elle a besoin mais aussi lui proposer des produits de recherche susceptibles de résoudre ses problèmes. Qu'est ce qui a changé depuis lors ? Pas grand-chose ! A peu de variantes près, l'Institution scolaire et universitaire poursuit inexorablement sa logique de savoirs disciplinaires peu soucieuse de compétences de vie courante pouvant assurer « une insertion harmonieuse dans la vie professionnelle » (sic). Sous prétexte de relever la culture générale des apprenants, nous avons fait le lit d'un encyclopédisme encombrant, coûteux et porteur de divagations intellectuelles débouchant souvent sur les impasses de l'inemployabilité. Malgré la capacité d'une puce électronique à mobiliser, restructurer et restituer des connaissances dans des proportions et schémas jusqu'ici inimaginables, les contenus d'enseignement, leurs modes de production et de transmission continuent à se décliner dans les routines pédagogiques conventionnelles d'une stérilité affligeante. Dans ce dévoiement collectif, les filières littéraires s'illustrent par des contenus et pratiques pédagogiques où l'intellectualisme rêveur le dispute aux manipulations et investigations linguistiques ésotériques sans rapport avec les interpellations de la Loi d'Orientation.

Certains sujets de recherche que la décence voue au silence frappent par leur manque de pertinence et de sensibilité aux questions socio économiques de l'heure. N'en déplaise aux tenants de l'humanisme du bel art, du bel esprit et des belles lettres, mais l'urgence de solutions aux « atrocités » économiques et sociales ne saurait s'accommoder de recherches sur les comédies shakespeariennes ou les veuleries de Charles Bovary ou du Major Scobie: une lecture simple et honnête des exhortations de la Loi d'Orientation à « mettre les formations ... en relation avec ces problèmes et leurs solutions » nous l'interdit! En appelant à l'identification « des besoins de l'économie réelle pour leur apporter des réponses pertinentes», le Premier Ministre nous invite à une culture de compétences au service de l'utile. D'ailleurs M. le Recteur de l'Université CAD a avec pertinence suggéré l'inclusion des sciences juridiques et politiques dans les programmes du secondaire. Mais faudrait-il encore veiller à transposer ces savoirs savants en savoirs sociaux et savoirs pratiques immédiatement opérationnels dans le quotidien. Est-ce pour autant l'apologie d'un fonctionnalisme étroit qui bousculerait les arts et les lettres hors du champ pédagogique? Non ! Il s'agit tout simplement d'un recadrage didactique qui les remettrait au cœur du système pour la production de valeurs morales et culturelles capables de corriger les errements de la société ou accompagner son progrès. *La Guernica* de Picasso doit signifier plus que des figures hideuses tordues par la furie Nazie pour susciter une réflexion sur les affres de la guerre, pas en Espagne des années 30, mais près de chez nous, et inspirer dans l'espace éducatif des activités artistiques porteuses d'espoir et de paix. Recadrer les arts et les lettres c'est aussi réhabiliter les œuvres littéraires du cru afin de lire le monde avec nos propres mots et non toujours à travers des plumes d'emprunt, fussent-elles célèbres ! La psychologie de la mendicité, problème d'actualité, magistralement analysée par Aminata Sow Fall, est bien plus pertinente pour notre jeunesse que les escapades de Julien Sorel entre Madame de Rênal et Mathilde de la Mole!

Cependant, au regard de sa magnitude, ce dessein éducatif ne saurait être porté exclusivement par le Supérieur. Dans une approche systémique, chaque démembrement du système a son rôle. Ainsi le primaire pourra jeter les bases d'une culture de compétences de vie courante, enrichie au secondaire par la pensée critique au service de la résolution des problèmes. Quant au niveau supérieur, l'Etat devra y encourager et accompagner particulièrement les projets de recherches qui ont une incidence socio économique ou culturelle. Même les classes de langues et de littérature peuvent mettre en œuvre cette culture de compétences par des thèmes débouchant sur les problématiques qui interpellent la société. Un cours de langue, au-delà des manipulations linguistiques, peut par exemple se prolonger en projet interdisciplinaire de protection de l'environnement, donnant lieu à des échanges entre le professeur de langue et celui des Sciences de la Vie et de la Terre. Interdisciplinarité et intégration des savoirs obligent!

Cette nouvelle pédagogie doit donc s'orienter résolument vers le savoir agir et le savoir entreprendre sans lesquels l'étudiant ne saura ni se prendre en charge, ni relever les défis que la réalité quotidienne de son milieu professionnel de demain lui posera. Quand des diplômés d'écoles professionnelles réclament avec tonitruance une insertion automatique dans la Fonction Publique, ils révèlent les tares de notre système éducatif dont ils sont les victimes: la faillite de l'autonomie et la culture de la dépendance, toutes deux excroissances de l'Etat-Providence, à jamais disparu! Développer le savoir-agir c'est cultiver chez l'étudiant l'autonomie et l'esprit

d'initiative, synonymes de décisions et d'actions hardies quand des situations nouvelles défient les schémas préfabriqués dans la naïveté des espaces d'apprentissage où les compilations fastidieuses truffées de couper-coller sont reines! Pour relever les défis qui font le quotidien de la société, la nouvelle pédagogie devra s'éloigner du prêt-à-porter pédagogique et apprendre aux étudiants à restructurer le réel à travers des simulations et des études de cas empruntés à la réalité sociale. Pour « transformer le monde » comme dirait Marx ou « changer de vie » comme dirait Rimbaud, cela présuppose une intelligence particulière « des atrocités » de la détresse sociale et leur transposition didactique en activités d'apprentissage pour construire les savoirs et les compétences susceptibles « d'assurer une insertion harmonieuse dans la vie professionnelle ». C'est aussi reconnaître qu'un alexandrin ne pèse pas lourd sur la formation d'un physicien ou d'un statisticien : c'est une question de pertinence!

Mathiam Thiam
Inspecteur Général de l'Éducation Nationale
Fastef, Département d'Anglais